

Mayotte, douce France

Mayotte. Un confetti d'empire en lisière de l'Océan indien. Selon les pouvoirs publics, la vague d'immigration est telle qu'elle justifie le recours à des moyens d'endiguement. Des moyens, constatent les militants des droits, aussi illégaux que coûteux pour les personnes et familles concernées. Enquête. *

Dominique GUIBERT, secrétaire général de la LDH

* D. Guibert remercie Flore Adrien (Cimade-Mayotte) et les ligueurs et ligueuses de la Réunion pour leur contribution à la rédaction de cet article.

Une île, des îles, le soleil, la mer, la chaleur. Sous l'inexactitude du cliché, les drames de la vie des migrants. Car le passage en pirogues, celles que l'on appelle les « *kwassa-kwassa* », par comparaison entre le balancement de la danse ainsi nommée et celui des frêles esquifs sur les vagues et les dangereux courants, est extrêmement périlleux. Surchargés et vieux, utilisés par les trafiquants à des prix exorbitants, les bateaux chavirent souvent. Le 6 mars dernier, dans la nuit, neuf personnes – quatre femmes et cinq bébés, dont un tout petit d'un mois – ont péri dans un naufrage; vingt-quatre personnes ont survécu, mais dix d'entre elles sont dans un état critique et ont été conduites au centre hospitalier de Mayotte. Le naufrage a eu lieu sur un récif, près de la côte de Kani-Keli, tout au sud de Grande Terre, principale île mahoraise. Les rescapés ont été conduits au centre de rétention (Cra) de Pamandzi. Ils bénéficieront d'une cellule d'aide psychologique, avant l'inévitable expulsion... En novembre 2009, un triste record a été établi: trente noyés dans un seul naufrage, tout au moins parmi les événements connus. La sinistre liste est longue: 1^{er} septembre 2009, huit morts et vingt disparus; 8 juin 2009, deux morts, trente-quatre disparus; 20 novembre 2008, quatorze morts, sept disparus; 10 octobre

2008, trois morts, vingt disparus; 23 juillet 2008, six morts, dix à quinze disparus; 13 août 2007, dix-sept morts et autant de disparus. Les *kwassa* sont des barques conçues pour une dizaine de personnes et ne comportent aucun matériel de sécurité. La traversée se fait de nuit pour tenter d'éviter le repérage et l'arraisonnement par les navires de contrôle. Selon la Cimade à Mayotte, « *il en résulte que le bras de mer entre Mayotte et Anjouan est communément surnommé le "cimetière marin"* ».

Mayotte, une situation d'exception

Selon un rapport parlementaire de 2006, il y aurait de cent à deux cents morts par an depuis l'instauration, en 1995, du visa « Balladur ». Pourquoi alors prendre tant de risques? Pourquoi, au péril de leur vie, tenter d'entrer en infraction à Mayotte? Selon la vulgate journalistique, « *poussés par la misère, les immigrants, pour la plupart venus de l'île d'Anjouan, à quelque cent kilomètres de Mayotte, tentent régulièrement de débarquer illégalement sur l'île française, pour travailler ou s'y faire soigner* ». Cette explication, sans être fausse, est incomplète. Citons un fait parmi d'autres: parmi les décédés du 22 novembre 2009, il y avait une femme vivant depuis dix-neuf ans sur le territoire français, mère de six enfants, dont l'aînée a 18 ans, tous nés et scolarisés à Mayotte.

Or, selon la Cimade, cette femme avait fait l'objet d'une reconduite à la frontière trois semaines auparavant, en dépit d'une situation familiale qui aurait justifié la délivrance d'un titre de séjour régulier. La situation de cette personne, aujourd'hui décédée, est emblématique d'une situation singulière propre à la région. L'administration traite toutes ces personnes comme des immigrants illégaux et ne se réfère jamais à leurs histoires personnelles. Or la plupart d'entre elles vivent depuis des années à Mayotte, ou ont là-bas famille, attaches et métiers. Si la réglementation était appliquée, et si les nombreux et divers freins mis aux démarches étaient levés, elles devraient bénéficier d'une régularisation. Clairement, les expulsés reviennent pour tenter de retrouver leur vie à Mayotte, puisqu'elles et ils n'ont rien à faire à Anjouan.

Un héritage de l'histoire coloniale

D'où vient ce qu'on peut appeler une situation d'exception, qui voit la légalité républicaine se faire mettre en pièces officiellement (des règles spécifiques) et officieusement (des pratiques policières et administratives illégales)? La conquête et la prise de possession des Comores consistait, pour la France, à disposer d'une base de contrôle océanique. Comme à l'accoutumée, le

AU SOMMAIRE

- **Mayotte, douce France d'outre-mer...**
Dominique Guibert **26**
- **France-Haïti, des liens à part**
Christian Girault **30**
- **25^e sommet Afrique-France: les affaires au premier rang!**
Catherine Choquet **32**
- **Agir contre la colonisation des territoires occupés**
Jean-Pierre Dubois **34**
- **Obama: rupture ou continuité?**
Bertrand Badie **36**

e d'outre-mer...

contrôle des populations tel que prôné par l'administration coloniale a consisté à des divisions en groupes, supposés ethniques ou claniques, qui étaient autant de reconstructions théoriques, vaguement historiques. Elle a ainsi ravivé et utilisé des conflits mal éteints. Au moment de l'indépendance, par souci de maintenir une présence souveraine dans l'archipel et de conserver un espace considéré à l'époque comme stratégique, elle a imposé de comptabiliser le vote d'indépendance et de rattachement séparément, selon les îles. Un (double) résultat catastrophique s'en est suivi : un vote de rattachement à la métropole, majoritaire à Mayotte, contraire à celui des autres îles de l'archipel, et donc

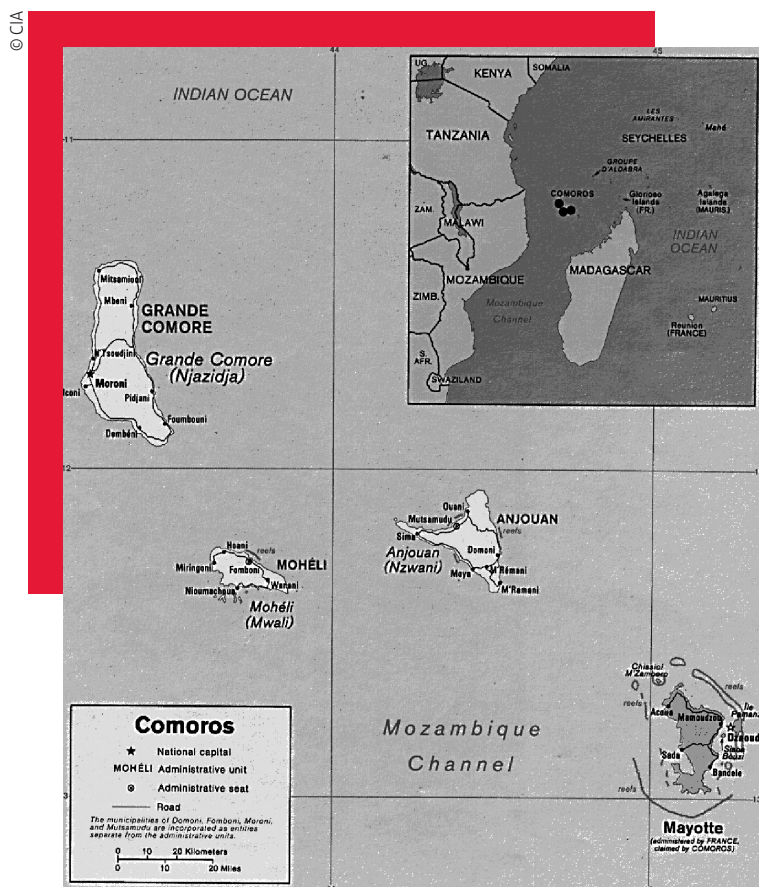
une rupture de contacts avec la République nouvellement indépendante des Comores. Depuis, la situation n'a fait qu'empirer. Sa présence n'étant plus aussi stratégique, la France est régulièrement condamnée par les organisations internationales pour occupation néocoloniale. Que reste-t-il ? Une caricature, parfaitement illustrée par le récent voyage du président de la République en janvier dernier : quatre heures, quatre heures seulement sur l'île, et un seul discours bien musclé : tous contre l'immigration ! Mais pour les populations qui vivaient ensemble depuis tant d'années, c'est un casse-tête. Il n'y a pas de consulats qui puissent délivrer des visas pour se rendre d'une île à l'autre. La seule option est

donc de revenir auprès des siens au moyen des fameux et dangereux *kwassas*, avant une nouvelle expulsion et la boucle continue jusqu'au naufrage final.

Des expulsions hors contrôle

A onze mille kilomètres de la capitale, l'ordre règne dans cette île minuscule, qui accédera au statut de département d'outre-mer très bientôt. L'ordre, mais lequel ? Force est de constater que ce n'est pas l'ordre républicain, tant les illégalités sont nombreuses : arrestations arbitraires, détentions illégales, non-respect du droit spécifique des enfants, reconduites immédiates à la frontière, discriminations, en particulier en matière de santé. Les pratiques policières sont à ce point contestables qu'un rapport sénatorial de septembre 2008 – tout en ne remettant pas en cause le bien fondé de la politique d'immigration et donc ses conséquences sur les renvois des personnes en situation irrégulière – constatait déjà les multiples arrangements avec la loi que semble autoriser l'éloignement de la capitale. Car comme il est couramment dit, là-bas : certes, Mayotte, c'est la France, mais la France, c'est loin ! Ce qui compte, c'est le résultat, pas le respect des procédures légales⁽¹⁾. Le résultat est éloquent pour ce qui est des reconduites à la frontière, c'est-à-dire sur l'île voisine d'Anjouan, distante de soixante-dix kilomètres : 8 599 en 2004, 13 253 en 2006, 13 990 en 2007, 16 000 en 2008 et 19 000 prévues en 2009. Rappelons que ces chiffres ne sont pas pris en compte dans les chiffres nationaux qui sont ceux de la métropole, les fameuses 27 000 reconduites, soit le tableau de chasse uniquement hexagonal. Aucun

Selon la Cimade, le bras de mer entre Mayotte et Anjouan est communément surnommé le « cimetière marin ».



(1) C'est-à-dire du Code de procédure pénale et du Code de l'entrée, du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda).

autre département ou territoire n'atteint bien sûr ces chiffres, d'autant plus que ne sont comptabilisées ici que les personnes majeures. En se livrant à une extrapolation plausible compte tenu des chiffres que nous possédons (27 000 en métropole, 20 000 dans l'Océan indien, 20 000 en Guyane et aux Antilles), et des procédures volontairement illégales couramment utilisées dans les Dom et les Com, on peut dire que la majorité des expulsions a lieu en dehors de tout contrôle administratif.

Une somme d'illégalités et de particularités

S'opposer à une expulsion est donc difficile, tant la volonté gouvernementale de boucler l'île est forte. La situation des personnes est en outre aggravée par la conjonction d'un certain nombre d'illégalités et de particularités. Il est par exemple extrêmement difficile de satisfaire aux demandes administratives, soit de présence sur l'île, soit de documents comoriens d'état-civil, soit enfin de passeports biométriques demandés par la France, ou enfin de visas, puisqu'aucun poste consulaire n'existe. Mais le plus évident est sans aucun doute le fait que certaines autorités de police s'arrangent ouvertement pour que les procédures soient suffisamment rapides pour ne pas pouvoir être contestées. Ainsi, les personnes interpellées sont généralement expulsées le jour même, parfois même quelques heures à peine après l'interpellation. Elles ne passent même pas au Cra de Pamandzi, ce qui les prive de toute possibilité de défense. Plus grave, parce que couvert du sceau de la légalité, l'ordonnance qui régit le séjour et l'entrée des étrangers à Mayotte stipule que le recours contre la reconduite à la frontière n'est pas suspensif. Cela revient à interdire aux personnes concernées de faire valoir leurs droits et de contester les mesures prises à

© DR



Mayotte est à la France ce que Ceuta est à l'Espagne. Conséquence ? La présence ultravisible de la police et de la gendarmerie ; la flottille de bateaux de surveillance et de bâtiments de guerre. Ici le kondzo, vedette de la gendarmerie.

leur rencontre. Une fois reconduites à la frontière, généralement sur l'île d'Anjouan, et même si l'illégalité de cette décision préfectorale peut être établie, il est quasiment impossible pour ces personnes de porter leur cas au tribunal administratif, et de revenir à Mayotte dans des conditions légales et dignes. Comment enfin passer sous silence le manque criant de moyens pour traiter les demandes, soit en préfecture soit au tribunal d'instance, lequel est pourtant en charge de délivrer les certificats de nationalité. Au sens propre du terme, « il n'y en a » que pour la police !

Pamandzi, la « honte de la République »

Tout le monde ne passe donc pas au Cra. Ceux qui sont illégalement et expéditivement expulsés, sans possibilité effectif d'un recours devant un juge administratif, évitent ainsi de se retrouver retenus dans le très célèbre et très délabré centre de Pamandzi. Celui-ci a été qualifié de « *honte de la République* », manifestement en toute connaissance de

cause, par le contrôleur général des lieux de privation de liberté, Jean-Marie Delarue, lors de son passage l'an dernier sur l'île. Il ne s'agit pas d'une nouveauté : la Cimade de Mayotte n'a pas cessé de constater le déplorable état d'un bâtiment public censé accueillir des gens en tout humanité, en particulier du temps où elle était seule reconnue comme intervenante dans les Cra (depuis cette année, et grâce une fois de plus à la brutalité du ministre des « 3 I », Eric Besson, elle a perdu cette possibilité...). Déjà, le rapport de la CNDS⁽²⁾, publié en avril 2008, avait déclaré que le centre de rétention administrative de Mayotte est « *indigne de la République* », ajoutant que les « *conditions de vie portent gravement atteinte à la dignité des mineurs retenus* ». Depuis, des améliorations notables ont été apportées, comme l'installation d'une cabine téléphonique – indispensable ne serait-ce que pour faire respecter la loi... – et la tenue de permanences médicales. Mais il n'empêche que les expulsions restent expéditives

(2) Commission nationale de déontologie de la sécurité.
(3) Convention internationale des droits de l'enfant.



et illégales, que l'on enferme bien les enfants – comme dirait Besson, pour ne pas séparer les familles... – et que des malversations existent, consistant à rattacher des enfants à des familles qui n'en ont pas, pratiquant ainsi une double illégalité.

Des enfants réellement en danger

Les adultes expulsés laissent derrière leurs enfants, soit par protection, soit pour tenter de les rejoindre plus tard, clandestinement, par « obligation » – puisque la route officielle est coupée. Ces familles étaient souvent à Mayotte depuis longtemps, effectuant nombre de tâches dans les services, l'agriculture. L'immense majorité de ces enfants est née là, et ne connaît rien à l'île que l'on voudrait leur donner comme origine, Anjouan. Le résultat est une multiplication du nombre des enfants des rues, sans famille, sans logement, sans nourriture, sans accès à l'école et sans ressources. La Halde a dénoncé la discrimination, imposée de fait à ces enfants, au seul motif qu'ils sont étrangers. En les plongeant dans l'illégalité et la peur permanente de l'arrestation, ils ne fréquentent plus l'école et évitent les contacts avec les professionnels de santé.

La Défenseure des enfants de ces enfants a, elle aussi, dénoncé les violations de la Cide⁽³⁾. Dans un rapport de 2008, elle évalue à près de huit cents le nombre d'enfants en souffrance dans les rues de Mayotte, dont près de la moitié aurait moins de 5 ans ! La Défenseure s'est, elle aussi, indignée de la présence courante d'enfants au Cra, de même que l'inscription « *des mineurs comme étant nés le 1^{er} janvier de l'année, permettant de fixer leur majorité* », pour les rendre expulsables en tant qu'adultes. Exemple frappant des dérives des pratiques de la Police aux frontières (Paf)...

Pas de ressources, pas d'école, pas de soins de santé non plus. Dans sa délibération du 1^{er} mars

2010, la Halde dénonce des atteintes, qu'elle juge graves, au droit à la santé à Mayotte et déclare conclure « *au bien-fondé des affirmations de discrimination dans l'accès aux soins des étrangers en situation irrégulière et de leurs enfants ainsi que des mineurs étrangers isolés résidant à Mayotte* ». Elle demande donc, pour toutes ces personnes, la mise place d'une aide médicale d'Etat. Il est en outre urgent que soit publiée « *une circulaire à destination du centre hospitalier de Mayotte et de l'ensemble des structures de soin* », pour permettre un accès effectif des enfants et des femmes enceintes.

Police, flottille, brigades... C'est la guerre ?

Pourquoi tant de moyens, d'efforts, et de mépris de la loi ? Pourquoi tenter de transformer en forteresse ilienne une minuscule possession de moins de 400 kilomètres carrés ? Sans doute la conservation du domaine maritime à l'entrée de l'Océan indien. On a déjà dit ici l'imbécillité qu'a été la séparation de populations qui passaient d'une île à l'autre. Mais après avoir choisi la division, la France n'a plus que le fardeau. On peut le constater à la faiblesse politique du discours de Nicolas Sarkozy pendant son très court voyage à Mayotte : de la police, de la police, de la police... La départementalisation de l'île ne pourra qu'accentuer encore l'impasse : une île française coupée de son arrière-pays, et entièrement dépendante pour tout de la métropole, un pays voisin empêtré dans un conflit de souveraineté, et victime d'un énorme différentiel de ressources. Toutes choses égales par ailleurs, Mayotte est à la France ce que Ceuta est à l'Espagne. Conséquence ? La présence ultravisible de la police et de la gendarmerie ; la flottille de bateaux de surveillance et de bâtiments de guerre. Mais c'est aussi la mise sous contrôle de la population par la gendarmerie et la

« **Détentions illégales, non-respect du droit spécifique des enfants, reconduites immédiates à la frontière, discriminations... Les pratiques policières sont plus que contestables.** »

Paf, avec l'aide de délateurs que sont devenus les policiers municipaux, chargés de dénoncer les personnes en situation irrégulière et de procéder au saccage des bouts de terrains cultivés qui servent aux cultures vivrières. La présence de ces brigades lourdement armées et harnachées fait dire aux habitants que cela ressemble à une guerre. Pourquoi ? On prétend dans l'île que c'est pour faire place nette de tout clandestin avant l'installation du troisième radar, beaucoup plus performant, qui couvrira tout l'espace entre Anjouan et Mayotte. On en attend l'interdiction de tout *kwassa* et une départementalisation très propre... On en connaît déjà les effets, l'exemple des évolutions des chemins de migrations d'Afrique vers l'Europe nous le montre : encore plus de risques pour les passagers, encore plus d'argent sale pour les passeurs, encore plus de morts sur les autres côtes de Mayotte-la-dangereuse, que l'on risque fort de nommer bientôt « l'île aux noyés ». ●

Pour en savoir plus

● **Le site du collectif Migrants outre-mer (Mom) :**

<http://www.migrantsoutremer.org>.

● **Les excellentes brochures d'analyse et d'information publiées régulièrement par le collectif Mom et sa branche mahoraise (Migrants Mayotte) :**

- « Quatre heures de président de la République à Mayotte. Sur la réalité de ce que dissimule le terme d'« immigration clandestine » à Mayotte » :

<http://www.migrantsoutremer.org/Mayotte-dossier-pour-la-visite-du>.

- « Le droit à la santé bafoué à Mayotte : la Halde interpelle les pouvoirs publics » :

<http://www.migrantsoutremer.org/+Vers-un-accord-de-gestion-des-flux+>.

● **Le communiqué unitaire des associations de Mayotte** (Mom, CCCP, Cimade, Gisti, MDM, Resfim, Solidarité Mayotte, LDH Mayotte, Secours catholique), rédigé à l'occasion de la visite de N. Sarkozy, daté du 15 janvier 2010 : <http://www.ldh-france.org/Quatre-heures-du-President-de-la>.

● **Le site de la Cimade :** www.cimade.org.